Jurisprudence

Cour d'appel de Dijon
ch. civile 01

7 juin 2016
n° 14/01329

Sommaire :

Texte intégral :

Cour d'appel de Dijon ch. civile 01 7 juin 2016 N° 14/01329

République française

Au nom du peuple français

DLP/AV

Damien K.

C/

Jean François R.

Pierre P.

MONTFORT AUTOMOBILES

Expédition et copie exécutoire délivrées aux avocats le

COUR D'APPEL DE DIJON

1re chambre civile

ARRÊT DU 07 JUIN 2016

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL N°14/01329

MINUTE N° 16/

Décision déferée à la Cour : jugement du 10 juin 2014

rendu par le tribunal de grande instance de Dijon - RG : 10/01745

APPELANT :

Monsieur Damien K.

né le 03 Avril 1959 à MULHOUSE (68100)

Rouffignac

16290 MOULIDARS

Assisté de Me Jean François VEROUX de la SELARL VEROUX ET ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, plaidant, et représenté par Me Elise MARCHAND de la SCP SOTTY MARCHAND, avocat au barreau de DIJON, postulant, vestiaire : 111

INTIMÉS :

Monsieur Jean François R.

né le 11 Juillet 1940 à NANTES (44) (44)

1 sente des Valavons

95390 SAINT PRIX

Monsieur Pierre P.

né le 04 Février 1958 à PHILIPPEVILLE (ALGERIE)

26 chemin de la Justice

95390 SAINT PRIX

SARL MONTFORT AUTOMOBILES

Route de Brest

75490 MERE

Assistés de Me Victor CHETRIT, avocat au barreau de PARIS, plaidant, et représentés par Me Camille BEZIZ CLEON de la SCP BEZIZ CLEON - CHARLEMAGNE, avocat au barreau de DIJON, postulant, vestiaire : 17

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 12 avril 2016 en audience publique devant la cour composée de :

Marie Françoise BOURY, Présidente de chambre, président,

Michel WACHTER, Conseiller,

Delphine LAVERGNE PILLOT, Conseiller,

qui en ont délibéré.

Greffier lors des débats : Aurore VUILLEMOT,

DÉBATS : l'affaire a été mise en délibéré au 07 Juin 2016.

ARRÊT : rendu contradictoirement,

PRONONCÉ : publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,

SIGNÉ : par Marie Françoise BOURY, Présidente de chambre, et par Aurore VUILLEMOT, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

EXPOSE DU LITIGE

Monsieur Jean François R. et Monsieur Pierre P. ont prévu de participer le 29 août 2009 au prix des '3 heures de Dijon' au volant d'une Porsche 996 GT 3 cup.

Dans le cadre de la préparation à cette course et en particulier d'essais qui se déroulaient le 28 août 2009, Monsieur R. a été victime d'un accrochage, alors qu'il pilotait la voiture susdite prêtée par Monsieur Pierre P., accident provoqué par Monsieur Damien K. pilotant quant à lui un prototype Mosler MT 900.

Le conducteur n'a pas été blessé mais les glissières de sécurité et la voiture ont été endommagées.

La dernière évaluation de remise en état du véhicule en date du 15 septembre 2009 a fixé à 39 417,62 euros TTC le coût de réparation de la Porsche laquelle était assurée auprès de la compagnie Assurencial, dans la limite de 20 000 euros.

Ainsi, n'étant pas couverts de la totalité de leurs frais par l'indemnisation de la compagnie d'assurances, Monsieur R. et Monsieur P. se sont rapprochés de Monsieur Damien K. afin que ce dernier fasse les démarches nécessaires auprès de sa propre compagnie d'assurances en vue de compléter l'indemnisation, ce que ce dernier a refusé.

C'est dans ces circonstances que, par exploit en date du 6 mai 2010, Monsieur Jean François R. et Monsieur Pierre P. ont fait assigner Monsieur Damien K. devant le tribunal de grande instance de Dijon aux fins de voir, au visa des dispositions de la loi du 5 juillet 1985 et des articles 1382, 1383, 1384 du code civil et sous le bénéfice de l'exécution provisoire :

- constater que Monsieur K. avait commis une faute de pilotage et qu'il était, du moins, impliqué dans l'accident survenu le 28 août 2009 sur le circuit de Dijon,
- dire que les dispositions de la loi numéro du 5 juillet 1985 étaient applicables en l'espèce,
- subsidiairement, dire que le véhicule de Monsieur K. était à l'origine de l'accident subi par Monsieur R., en sorte que la responsabilité de son gardien devait être engagée conformément aux dispositions de l'article 1384 alinéa 1 du code civil,
- très subsidiairement, dire que Monsieur K. avait commis une faute de pilotage engageant sa responsabilité délictuelle conformément aux dispositions de l'article 1383 du code civil,
- dire qu'ils avaient droit à une indemnisation entière,

En conséquence :

- condamner Monsieur K. à leur payer la somme de 31 917,62 euros à titre de dommages et intérêts en réparation de leur préjudice subi,
- condamner Monsieur K. à leur payer la somme de 4 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile,
- condamner Monsieur K. aux dépens.

Par jugement en date du 10 juin 2014, le tribunal de grande instance de Dijon a :

- rejeté l'exception d'incompétence soulevée par Monsieur K. sur le fondement des articles 74 et 75 du code de procédure civile,
- donné acte à la société Montfort automobiles de son intervention volontaire,
- dit que la société Montfort automobiles, Monsieur P. et Monsieur R. avaient un intérêt à agir,
- dit que la loi n°85-677 du 5 juillet 1985 n'était pas applicable,
- dit que Monsieur K. avait commis une faute de pilotage et que sa responsabilité devait être retenue dans l'accident survenu le 28 août 2009 sur le circuit Dijon Prenoix, sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil,
- condamné Monsieur K. à payer à la société Montfort automobiles la somme de 22 417,62 euros au titre du coût des réparations non prises en charge par la compagnie d'assurance,
- condamné Monsieur K. à payer à Monsieur R. la somme de 3 520 euros au titre des frais de remise en état du circuit,

- condamné Monsieur K. à payer à Monsieur R. et à Monsieur P. la somme de 1 000 euros au titre de leur préjudice moral,
- condamné le même à payer à Monsieur R. et à Monsieur P. la somme de 3 500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,
- dit n'y avoir lieu à exécution provisoire,
- rejeté toute demande plus ample ou contraire,
- condamné Monsieur K. aux dépens.

Le tribunal a tout d'abord jugé qu'il était matériellement compétent pour statuer sur les demandes au regard du montant des indemnités réclamées et du fait que l'exception d'incompétence avait été soulevée tardivement. Il a, en outre, considéré qu'en sa qualité de pilote de la voiture accidentée et s'étant acquitté d'une somme de 3 520 euros auprès de la société Malti qui a indemnisé le circuit des dégâts infligés à la glissière de sécurité, Monsieur R. avait qualité à agir. Il a également estimé que Monsieur P. avait un intérêt à réclamer l'indemnisation de son préjudice moral mais non pas l'indemnisation du véhicule dès lors qu'il n'était pas propriétaire de la voiture accidentée et qu'il avait été attiré dans la procédure en son nom personnel et non en sa qualité de gérant de la société Montfort automobiles. Il a ajouté que cette dernière était, pour sa part, propriétaire du véhicule accidenté et qu'elle avait donc qualité à agir.

Sur le fond, le tribunal a jugé que l'accident étant survenu au cours d'essais libres dans un contexte de compétition, celle des '3 heures de Dijon', la loi du 5 juillet 1985 était inapplicable au cas d'espèce. Il a également écarté l'application de l'article 1384 du code civil pour retenir celle, exclusive, de l'article 1383 du même code, considérant que l'appréciation et la prise en compte des risques pris par les compétiteurs conduisaient à exclure la responsabilité de plein droit du fait des choses.

Sur l'imputabilité des fautes, le tribunal a considéré qu'aucune faute de pilotage de Monsieur R. n'était démontrée alors que celle de Monsieur K. était avérée, ce dernier s'étant rabattu trop vite et ayant, ce faisant, percuté le véhicule conduit par Monsieur R..

Sur le préjudice notamment matériel, le tribunal a estimé qu'il devait être circonscrit au montant de la valeur des réparations du véhicule, même si les demandeurs avaient choisi de ne pas engager ces frais et avaient préféré vendre la Porsche.

Par déclaration enregistrée au greffé de la cour d'appel de Dijon le 16 juillet 2014, Monsieur Damien K. a relevé appel de cette décision.

Dans le dernier état de ses conclusions notifiées par voie électronique le 7 octobre 2014, il demande à la cour de :

A titre principal,

- dire et juger que la société Monfort automobiles n'établit pas être propriétaire de la voiture de compétition impliquée dans l'accrochage survenu sur le circuit de Dijon le 28 août 2009,
- dire et juger qu'elle est donc irrecevable en son action,
- infirmer la décision entreprise sur ce point, ainsi que sur les condamnations prononcées au profit de la société Monfort automobiles,
- dire et juger que l'accrochage survenu entre la voiture qu'il pilotait et celle pilotée par Monsieur R. est un fait de course,
- infirmer la décision entreprise en ce qu'elle a retenu sa responsabilité au sens des articles 1382 et 1383 du code civil et l'a condamné à réparer les préjudices moraux de Messieurs R. et P.,
- condamner solidairement ces derniers à lui payer la somme de 7 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'en tous les dépens d'instance et d'appel,

Subsidiairement, si par impossible la cour devait confirmer le jugement sur la recevabilité de l'action de la société Monfort automobiles,

- infirmer la décision entreprise en ce qu'elle l'a déclaré responsable au sens des articles 1382 et 1383 du code civil des dommages matériels occasionnés sur la voiture conduite par Monsieur R., suite à un fait de course survenu le 28 août 2009 et en ce qu'elle l'a condamné à réparer les préjudices invoqués par la société Monfort automobiles, Monsieur R. et Monsieur P.,

- condamner solidairement ces derniers à lui payer la somme de 7 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'en tous les dépens d'instance et d'appel,

Très subsidiairement, si par impossible la cour devait confirmer le jugement dont appel en ce qui concerne la recevabilité de l'action de la société Monfort automobiles et la responsabilité de l'appelant,

- dire et juger que la société Monfort automobiles n'établit pas avoir subi quelque préjudice que ce soit,

- infirmer la décision entreprise en ce qu'elle l'a condamné à payer la somme de 22 417,62 euros,

- réformer la décision entreprise en ce qui concerne le quantum du préjudice moral de Messieurs R. et P. et le ramener à 1 euro symbolique,

- condamner solidairement ces derniers à lui payer la somme de 7 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'en tous les dépens d'instance et d'appel.

Sur la recevabilité des demandes présentées par la société Montfort automobiles, Monsieur K. fait valoir que cette société n'a ni qualité ni intérêt à agir en ce qu'elle n'établit pas être la propriétaire du véhicule litigieux. Il se prévaut du caractère suspect des pièces qu'elle verse aux débats et prétend qu'elle n'était que la dépositaire du véhicule entre le 29 décembre 2007 et le 4 décembre 2009.

Sur le fond, Monsieur K. conteste toute part de responsabilité dans l'accident survenu le 28 août 2009. Il réfute la valeur du rapport établi par le prétendu commissaire de piste dont il n'est produit qu'une photocopie et dont le rédacteur n'est pas identifié, ni sa qualité précisée. Il relève que les autorités sportives ont elles mêmes considéré qu'aucune responsabilité n'était engagée et qu'il s'agissait d'un simple 'fait de course'.

Sur le préjudice notamment matériel de la SARL Montfort automobiles, il critique la méthode d'évaluation retenue par le tribunal qui l'a condamné à rembourser des sommes que la victime a choisies de ne pas déboursier et ce, sur la base d'un rapport d'expertise non contradictoire et ne

concernant pas l'intimée mais une société Malti. Il ajoute qu'en tout état de cause, la société Montfort automobiles n'a subi aucun préjudice financier, ni en terme de trésorerie, puisqu'elle n'a pas exposé le montant des réparations, ni en terme financier, dans la mesure où elle a obtenu, entre le prétendu prix de cession et la prime d'assurance, une somme supérieure à la valeur nette comptable au 4 décembre 2009.

Par leurs dernières écritures notifiées par voie électronique le 4 décembre 2014, Monsieur Jean François R., Monsieur Pierre P. et la SARL Monfort automobiles demandent à la cour de :

A titre principal,

Vu les dispositions des articles 1382, 1383, 1384 alinéa 1 du code civil,

- débouter Monsieur K. de l'ensemble de ses demandes,

- recevoir Messieurs R. et P. en leurs demandes, et les en déclarer fondées,

- recevoir la société Montfort automobiles en l'ensemble de ses demandes et l'en déclarer fondée,

- confirmer le jugement du tribunal de grande instance de Dijon du 10 juin 2014 en toutes ses dispositions et notamment :

* dire et juger que les intimés disposent d'un intérêt à agir au sens de l'article 31 du code de procédure civile,

* constater que Monsieur K. a commis une faute de pilotage et, du moins, est impliqué dans l'accident survenu le 28 août 2009 sur le circuit de Dijon pendant les essais privés,

* dire et juger que Monsieur K. a engagé sa responsabilité à l'égard des intimés sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil,

Subsidiairement,

- dire et juger que le véhicule de Monsieur K. est à l'origine de l'accident subi par Monsieur R. en sorte que la responsabilité de son gardien doit être engagée conformément aux dispositions de l'article 1384 alinéa 1 du code civil,
- dire et juger qu'ils ont droit à une indemnisation entière,

En conséquence :

- condamner Monsieur K. à payer à Monsieur R. la somme de 3 520 euros au titre des frais de remise en état du circuit,
- condamner Monsieur K. à payer à Messieurs R. et P. la somme de 2 000 euros au titre de leur préjudice moral,
- condamner Monsieur K. à payer à la société Montfort automobiles une somme de 39 220 euros correspondant à la perte nette résultant de la vente du véhicule en l'état, au regard de son prix d'achat après imputation de l'indemnité d'assurance,

Subsidiairement,

- condamner Monsieur K. à leur payer la somme de 27 937,62 euros à titre de dommages et intérêts en réparation de leur préjudice subi correspondant à :

- * 3 520 euros au titre des frais de remise en état du circuit,
- * 22 417,62 euros au titre du coût de réparation non pris en compte par la compagnie d'assurances,
- * 2 000 euros au titre du préjudice moral,

En tout état de cause :

- condamner Monsieur K. à payer à Messieurs R. et P. la somme de 10 000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile,
- ordonner l'exécution provisoire,
- condamner Monsieur K. aux entiers dépens.

Sur la recevabilité, ils soutiennent que la société Montfort automobiles, et non son gérant Monsieur P., était propriétaire du véhicule accidenté au moment des faits comme en témoignent la facture d'acquisition du 29 décembre 2007, le livre de police certifié conforme à l'original par le cabinet audit Conseil comptabilité et la facture de revente du 4 décembre 2009.

Ils ajoutent que le véhicule litigieux est inscrit à l'actif de la société Montfort automobiles. Ils précisent, en outre, que la société Malti dont le nom apparaît dans le rapport d'expertise est une entreprise de réparation automobile qui a simplement été mandatée pour faire réaliser une expertise pour le compte de la SARL Montfort automobiles.

Sur le fond, les intimés exposent que Monsieur K. a commis une faute de pilotage au sens des articles 1382 et 1383 du code civil et qu'il est bien à l'origine de l'accident. Ils ajoutent que ces faits sont avérés par le rapport établi par le commissaire de piste présent sur place au moment des faits. Ils estiment que les attestations produites par Monsieur K. sont de pure complaisance et insuffisantes à l'exonérer de sa responsabilité.

Subsidiairement, ils considèrent que si aucune faute délictuelle ne pouvait être imputée à Monsieur K., il y aurait lieu de faire application de l'article 1384 alinéa 1 du code civil, le véhicule de l'appelant étant à l'origine du dommage et la théorie de l'acceptation des risques étant inapplicable en l'espèce.

Ils précisent encore que l'absence de poursuites de la part des autorités sportives est juridiquement sans conséquence sur leur droit à indemnisation et que Monsieur R. n'a, pour sa part, commis aucune faute de conduite.

Sur le préjudice notamment matériel de la SARL Montfort automobiles, les intimés s'estiment fondés à être indemnisés de la perte nette résultant de la vente du véhicule en l'état au regard de son prix d'achat après imputation de l'indemnité d'assurance. Sur le préjudice moral de Messieurs P. et R., ils se prévalent de ce qu'ils n'ont pu participer aux courses des '3 heures de Dijon'.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 4 février 2016.

MOTIFS DE LA DÉCISION Attendu que le jugement déféré n'est pas remis en cause concernant :

- le rejet de l'exception d'incompétence par le tribunal de grande instance de Dijon,
- l'intérêt à agir de Messieurs R. et P.,
- la non application de la loi du 5 juillet 1985 à l'accident survenu le 28 août 2009 ;

qu'il sera donc confirmé de ces chefs ;

SUR LA RECEVABILITÉ DES DEMANDES DE LA SARL MONTFORT AUTOMOBILES

Attendu qu'il résulte de l'article 31 du code de procédure civile que l'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention, ou pour défendre un intérêt déterminé ;

Attendu, en l'espèce, que Monsieur K. conteste la qualité de propriétaire du véhicule Porsche de la société Montfort automobiles et, par suite, sa qualité à agir ;

que pour justifier de cette qualité, la dite société se prévaut d'une facture d'acquisition de la voiture en date du 29 décembre 2007, d'une facture de revente datée du 4 décembre 2009, du registre de police et du fait que la Porsche est inscrite à son actif ;

Mais attendu, s'agissant de la facture d'acquisition, qu'il s'agit d'une photocopie dont les mentions relatives aux modalités de paiement du solde ont été raturées et dont la date du 29 novembre 2007 ne correspond pas à celle figurant sur le registre de police qui indique un achat en date du 29 décembre 2007 ;

que, de même, la facture de revente du 4 décembre 2009 précise que l'acquéreur est la société 'Guilhermy auto pièces' tandis que la mention initiale du registre de police, à savoir 'repris par le client', a été grossièrement effacée par une surcharge de blanc sur laquelle a finalement été apposée la mention 'Guilhermy pièces auto' et non pas 'Guilhermy auto pièces' ;

qu'en outre, l'expertise en date du 11 janvier 2010 réalisée sur le véhicule accidenté désigne comme propriétaire une société Malti ; que la facture de remise en état de la Porsche du 15 septembre 2009 précise également que l'assurée de la voiture est la dite société ; qu'il apparaît encore que la société Malti s'est acquittée de la facture de remise en état du circuit du 29 août 2009 pour se faire ensuite rembourser par Monsieur R. ;

qu'enfin, le passeport FFSA de la Porsche n'est pas versé aux débats de sorte que la liste des propriétaires successifs ne peut être vérifiée ;

Attendu que l'ensemble de ces incohérences et contradictions ne permettent pas d'établir la qualité de propriétaire de la SARL Montfort automobiles, l'entrée de la Porsche dans la comptabilité de l'entreprise étant insuffisante à le prouver comme ne valant pas titre de propriété du véhicule ;

Attendu, en conséquence, que la SARL Montfort automobiles n'avait pas qualité à agir et doit être déclarée irrecevable en ses demandes, le jugement entrepris étant infirmé de ce chef ;

SUR L'ACTION EN RESPONSABILITÉ

Attendu qu'au soutien de leurs demandes en paiement, Monsieur R. et Monsieur P. se prévalent, à titre principal, des dispositions des articles 1382 et 1383 du code civil et, à titre subsidiaire, de celles de l'article 1384 alinéa 1 du même code ;

1 - Attendu qu'en vertu de l'article 1382 du code civil, tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ;

qu'il ressort en outre de l'article 1383 que chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ;

Attendu que ces dispositions applicables à l'auteur d'un dommage lors d'une activité sportive nécessitent la démonstration d'une faute ou d'une violation caractérisée des règles du jeu pour engager sa responsabilité délictuelle ;

qu'il est en effet de droit constant que le comportement d'un sportif, même s'il constitue un manquement technique, n'engage pas sa responsabilité dès lors que le jeu n'est pas dépourvu de certains risques et que le joueur n'a pas agi avec une maladresse caractérisée, une brutalité volontaire ou de façon déloyale et qu'il n'a pas joué dans des conditions créant pour son partenaire un risque anormal ;

Attendu, en l'espèce, que pour établir la faute de Monsieur K. dans l'accident survenu le 28 août 2009, les intimés se prévalent du rapport prétendument établi par le commissaire de piste ;

qu'or, ce document qui est une photocopie ne précise pas l'identité de son auteur, ni sa qualité, qu'il n'est pas signé et qu'il est raturé à plusieurs reprises, notamment s'agissant de la mention relative à l'endroit du choc occasionné à la Porsche conduite par Monsieur R. ; que cette pièce n'est de surcroît corroborée par aucun autre élément probant, l'article du journal Race day team étant insuffisant à établir les circonstances précises et certaines de l'accident ;

que les documents versés aux débats ne permettent pas d'établir la faute caractérisée de Monsieur K. dont il n'est pas démontré que le comportement a été intentionnellement intempestif ou anormal ; que la preuve certaine d'une inobservation des règles du jeu n'est pas davantage rapportée ;

qu'en conséquence, le jugement déféré sera infirmé en ce qu'il a dit que Monsieur K. avait commis une faute de pilotage susceptible d'engager sa responsabilité sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil ;

II - Attendu qu'en vertu de l'article 1384 alinéa du code civil, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde ;

que ces dispositions créent une présomption de responsabilité à la charge du gardien de la chose ;

Attendu, au cas présent, que l'accident purement matériel est survenu dans le cadre d'essais libres réalisés sur un circuit automobile ; qu'il s'agissait d'échauffements préalables à la course qui devait intervenir le lendemain ; que cette pratique sportive présente une dangerosité certaine, ce qui conduit à considérer que Monsieur R. a accepté, en sa qualité de pilote, de courir les risques normalement liés à cette activité, aucune faute dans la pratique sportive de Monsieur K. n'étant par ailleurs démontrée ; qu'il s'ensuit que l'article 1384 alinéa 1 du code civil porteur d'une responsabilité de plein droit du seul fait du dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde ne peut trouver à s'appliquer au cas d'espèce ;

qu'en conséquence, le jugement dont appel sera confirmé en ce qu'il a écarté l'application de l'article 1384 alinéa 1 du code civil à l'accident survenu le 28 août 2009 ;

SUR LES DEMANDES ACCESSOIRES

Attendu que la réformation partielle de la décision doit s'étendre à la condamnation au titre des

dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et des dépens ;

Attendu que la Sarl Montfort automobiles, monsieur R. et monsieur P. qui succombent prendront in solidum en charge les dépens de première instance et d'appel et seront tenus de payer in solidum en équité à Monsieur K. une somme de 3 500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile pour les frais d'avocat engagés tant en première instance que devant la cour ;

PAR CES MOTIFS :

La cour, statuant publiquement, par arrêt contradictoire et en dernier ressort,

Déclare l'appel principal et l'appel incident réguliers en la forme,

Infirmé le jugement dont appel en ce qu'il a :

- dit que la société Montfort automobiles avait intérêt à agir,

- dit que Monsieur K. avait commis une faute de pilotage et que sa responsabilité devait être retenue dans l'accident survenu le 28 août 2009 sur le circuit Dijon Prenois, sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil,

- condamné Monsieur K. à payer à la société Montfort automobiles la somme de 22 417,62 euros au titre du coût des réparations non prises en charge par la compagnie d'assurance,
- condamné Monsieur K. à payer à Monsieur R. la somme de 3 520 euros au titre des frais de remise en état du circuit,
- condamné Monsieur K. à payer à Monsieur R. et à Monsieur P. la somme de 1 000 euros au titre de leur préjudice moral,
- condamné Monsieur K. à payer à Monsieur R. et à Monsieur P. la somme de 3 500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,
- condamné Monsieur K. aux dépens,

Confirme le jugement entrepris en toutes ses autres dispositions,

Statuant à nouveau sur les chefs infirmés, et ajoutant,

Déclare la SARL Montfort automobiles irrecevable en ses demandes,

Dit que Monsieur K. n'a commis aucune faute de pilotage dans l'accident survenu le 28 août 2009 sur le circuit Dijon Prenois, au sens des dispositions des articles 1382 et 1383 du code civil,

En conséquence, déboute Monsieur R. et Monsieur P. de leurs demandes en paiement, y compris au titre de l'article 700 du code de procédure civile et des dépens,

Condamne in solidum la SARL Montfort automobiles, Monsieur R. et Monsieur P. à payer à Monsieur K. la somme de 3 500 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

Les condamne in solidum aux dépens de première instance et d'appel.

La greffière La présidente

Composition de la juridiction : Marie Françoise BOURY, Michel WACHTER, Me Victor CHETRIT, Me Camille BEZIZ CLEON, SCP BEZIZ Cleon - Charlemagne, SELARL VEROUX et Associés, SCP SOTTY MARCHAND, ELISE (Me), Jean François VEROUX

Décision attaquée : TGI Dijon 2014-06-10